

Brussels, February 1966

P - 7

INFORMATION MEMOHarmonization of legislation concerning the classification of wood
in the rough
- - - -

The Commission has submitted to the Council a draft directive for harmonization of the legislation of Member States concerning classification of wood in the rough. This is the first proposal in this sector.

The proposed directive requires each Member State to introduce in its territory an EEC classification of wood in the rough; the use of this classification may be optional, but the appellations are protected by law. If wood is offered as being "EEC classified", it must be classified correctly in accordance with the prescriptions laid down. Wood in the rough is taken to mean felled timber with the tops and branches lopped off, whether or not stripped of bark, cut into sections or split.

Each Member State is free to rule that all or part of this system shall be compulsory for home-grown timber, but not for timber imported from other Member States. If it were also compulsory for the latter, this would impede intra-Community trade in cases where the EEC classification is not also compulsory in the exporting Member State. Exporters in non-member countries may adopt the proposed classification if they wish, but are not obliged to do so. S

For home-grown wood, the Member States may prescribe the methods of classification, by dimension and by quality, given in the annex to the directive.

The directive is based on Article 100 of the Treaty. After it has been adopted by the Council, the Member States will have two years from the date of notification in which to introduce the proposed classification.

The aim of the classification of wood in the rough is to define forestry products according to measurable standards or criteria. Systems of classification at present used in the EEC countries vary greatly, from a detailed classification compulsory by law to the simplest local practices differing from one part of the country to another.

.../...

International timber trade has expanded considerably since the second World War, and although the Community countries do not produce as much wood as they need, intra-Community trade has increased steadily; at present it exceeds 2.5 million cubic metres a year.

This directive will therefore align the national laws and regulations governing the classification of wood in the rough, introducing a new classification which, although optional, is likely to be widely used because it is a very useful instrument and the only one technically suited to the growing trade in wood within the Community.

The establishment of the Common Market will stimulate intra-Community trade, particularly in frontier areas that are heavily wooded (Ardennes, Eifel, Vosges, Black Forest, Alps, etc.).

Trade would certainly be facilitated by the adoption of common rules regarding classification; relations between buyers and sellers will improve when wood lots can thus be clearly defined.

Certain steps had already been taken in this field before the drafting of the present directive, on which the trade and professional organizations in the EEC were consulted. At the Brussels Forestry Conference in June 1959, the six EEC Member States recommended that rules about the marketing of forestry products should be standardized. In addition, in 1961 the European Confederation of Agriculture published directives for a European standard classification of woods.

- - - - -

Bruxelles, février 1966
P- 7

NOTE D'INFORMATION

Harmonisation des législations concernant le classement des bois bruts

La Commission vient de soumettre au Conseil un projet de directive relatif au rapprochement des législations des Etats membres concernant le classement des bois bruts. Il s'agit de la première proposition dans ce secteur.

Le projet de directive prévoit que chaque Etat membre est tenu d'instituer chez lui un classement CEE dont l'emploi peut être facultatif, mais dont les dénominations sont protégées par la loi. Si un bois est présenté comme "classé CEE", il doit l'être correctement selon les prescriptions établies. Sont considérés comme des bois bruts les bois abattus, écimés et ébranchés, même écorcés, tronçonnés ou refendus.

Chaque Etat membre garde cependant le droit de prescrire que tout ou partie de ce système sera obligatoire pour les bois bruts de sa production indigène, mais non pas pour les bois bruts importés en provenance d'autres Etats membres. Une telle prescription provoquerait, en effet, des entraves aux échanges intracommunautaires dans le cas où le classement CEE n'est pas également d'application obligatoire dans l'Etat membre exportateur. Les exportateurs des pays tiers ont la faculté, mais pas l'obligation, de se conformer au classement proposé.

Les Etats membres ont la possibilité de détailler pour leur production indigène les modes de classement, par dimension et par qualité, tels qu'ils sont prévus à l'annexe de la directive.

La directive est basée sur l'article 100 du Traité. Après l'approbation par le Conseil, les Etats membres doivent s'y conformer dans un délai de 2 ans suivant la notification.

Le classement des bois bruts a pour but de caractériser les produits de l'exploitation forestière selon des normes et des critères que l'on peut mesurer ou apprécier. Les pays de la Communauté Economique Européenne ont des systèmes de classement très disparates, depuis le classement détaillé obligatoire par ~~la~~ jusqu'aux simples usages locaux variant selon les régions d'un même pays.

.../...

Cependant, le commerce international des bois bruts s'est considérablement développé depuis la dernière guerre et, bien que les pays de la Communauté soient tous déficitaires en bois, le commerce intracommunautaire s'est accru régulièrement et dépasse actuellement 2,5 millions de mètres cubes de bois brut par an.

Cette proposition vise donc à rapprocher les législations nationales relatives au classement des bois bruts, en instituant un système de classement qui, quoique d'application facultative, tendra à devenir d'usage généralisé car il est un instrument très utile et techniquement le seul approprié pour les échanges accrus des bois bruts à l'intérieur de la Communauté.

La réalisation du marché commun entraînera une intensification des échanges intracommunautaires, principalement dans les régions frontalières qui sont particulièrement boisées (Ardennes, Eifel, Vosges, Forêt Noire, Alpes...).

Il n'est pas douteux que des règles communes en matière de classement seraient de nature à faciliter et à simplifier ces échanges; les lots de bois faisant l'objet de ce commerce étant ainsi définis sans ambiguïté, les rapports entre acheteurs et vendeurs s'en trouveront améliorés.

D'autre part, il importe de pouvoir disposer d'une statistique forestière communautaire suffisamment précise et détaillée pour laquelle un classement commun est un instrument indispensable.

Certaines initiatives avaient déjà été prises dans ce domaine, avant l'élaboration du présent projet de directive sur lequel les Organisations professionnelles groupées dans le cadre de la CEE ont été d'ailleurs consultées. C'est ainsi que les six Etats membres de la CEE réunis à la Conférence forestière de Bruxelles de juin 1959, ont recommandé la normalisation des règles de commercialisation des produits forestiers. En outre, la Confédération Européenne de l'Agriculture avait publié en 1961 des directives pour un classement européen uniforme des bois.